



AVENANT N° 1

à la Convention de mutualisation de la coopération régionale des CDG des Hauts-de-France sur le projet attractivité

Vu le code général de la fonction publique,

Vu le schéma régional de coordination, de mutualisation et de spécialisation des Centres de gestion de la Fonction Publique territoriale des Hauts de France signée le 13 juin 2022 et notamment son article 8-1 identifiant comme piste de coopération l'incubation d'une offre attractivité de la Fonction Publique Territoriale

Vu la convention de mutualisation de la coopération régionale des CDG des Hauts-de-France validée le 14 novembre 2025, dans le cadre de la Conférence des Présidents de Chauny et signée le 10 septembre 2025

Vu les conclusions de la Conférence des Présidents des Centres de gestion de la région Hauts-de-France en date du 10 septembre 2025, validant la poursuite de l'expérimentation sur le volet attractivité

Considérant que la première phase de l'expérimentation conduite du 1er avril au 30 septembre 2025 a permis de produire des livrables et d'identifier des leviers d'action partagés,

Considérant que les Présidents des Centres de gestion ont décidé la poursuite de l'expérimentation pour une durée complémentaire de six mois,

Considérant que les enjeux liés à l'attractivité et à la promotion des métiers de la fonction publique territoriale nécessitent une coopération renforcée et continue,

La convention est conclue entre :

Le Centre de Gestion de l'Aisne représenté par son Président, Monsieur Hervé MUZART, agissant en vertu de la délibération prise en date du ,

Le Centre de gestion du Nord représenté par son Président, Monsieur Eric DURAND, agissant en vertu de la délibération prise en date du ,

Le Centre de gestion de l'Oise représenté par son Président, Monsieur Alain VASSELLE, agissant en vertu de la délibération prise en date du ,

Le Centre de gestion du Pas-de-Calais représenté par son Président, Monsieur René HOCQ, agissant en vertu de la délibération prise en date du ,

Le Centre de gestion de la Somme représenté par son Président, Monsieur Claude CLIQUET, agissant en vertu de la délibération prise en date du .

Préambule :

Le présent avenant a pour objet d'adapter et de compléter la convention de mutualisation initiale afin de prolonger la durée de l'expérimentation et d'actualiser les priorités opérationnelles fixées par la Conférence des Présidents.

Article 1 : Objet de la convention

Le présent avenant prolonge et adapte la convention initiale afin de permettre la poursuite de l'expérimentation relative à l'attractivité, menée dans le cadre de la coopération régionale des CDG des Hauts-de-France.

Article 2 : Durée de la convention

La durée de l'expérimentation est prolongée de **six mois**, soit du **1er octobre 2025 au 31 mars 2026**.

Article 3 - Missions du groupe de travail

Le groupe de travail poursuivra ses réflexions et ses actions en s'attachant prioritairement à :

1. Promotion de la FPT et de ses métiers

- Tester et évaluer les outils d'interaction et de communication lors des salons, forums et événements de promotion ;
- Renforcer la présence coordonnée des CDG dans les salons et forums étudiants, et notamment les Salons de l'Etudiant 2026 à Lille et Amiens ;
- Concevoir et animer le webinaire « 15 idées à partager pour mieux recruter » prévu le 27 novembre 2025 dans le cadre de la Quinzaine de l'emploi public en Hauts-de-France.

2. Partenariats stratégiques

- Développer et consolider les coopérations avec la formation supérieure (Universités, Ecoles, IUT, Lycées) et le Centre National de la Fonction Publique Territoriale

3. Innovation et image de la FPT

- Expérimenter l'utilisation des espaces numériques (TikTok, Instagram, YouTube, Twitch) afin de promouvoir une image moderne, connectée et attractive de la fonction publique territoriale ;
- Concevoir une identité visuelle inter-CDG, réalisée en interne pour valoriser les actions communes.

4. Diffusion et valorisation

- Mettre à disposition des collectivités les outils et productions issus de la première phase d'expérimentation.

Article 4 : Missions de la chargée de mission « attractivité »

La chargée de mission assure la coordination et la mise en œuvre opérationnelle de l'expérimentation. À ce titre, elle est notamment chargée de :

1. Pilotage et coordination

- Animer et accompagner le groupe de travail régional attractivité ;
- Assurer la cohérence des actions menées dans le cadre de la coopération et veiller au respect des priorités fixées par la Conférence des Présidents ;
- Assurer le lien régulier avec les instances de pilotage (comité des DGS et Conférence des Présidents).

2. Mise en œuvre des actions de promotion

- Déployer et tester de nouveaux outils d'interaction et de communication dans le cadre des Salons, et notamment les Salons de l'Etudiants de Lille et Amiens, et les ajuster en fonction des retours d'expérience du groupe de travail ;
- Produire de nouveaux livrables en fonction des besoins du groupe de travail ;
- Concevoir et animer, en lien avec les CDG, le webinar « 15 idées à partager pour mieux recruter » prévu le 27 novembre 2025.

3. Développement de partenariats

- Renforcer les relations avec les universités, les établissements d'enseignement supérieur et le CNFPT.
- Identifier de nouveaux relais et partenaires utiles pour la promotion des métiers de la fonction publique territoriale.

4. Innovation et communication digitale

- Expérimenter la présence des CDG sur les espaces numériques (TikTok, Instagram, YouTube, Twitch), en développant des contenus adaptés aux jeunes publics.
- Contribuer à la conception et au déploiement d'une identité visuelle inter-CDG.

5. Capitalisation et diffusion

- Valoriser les productions issues de l’expérimentation auprès des collectivités de la région.
- Évaluer les actions conduites et proposer des pistes d’amélioration pour la suite.

Article 5 : Conditions de mutualisation du chargé de projet

La chargée de mission sera mutualisée selon les modalités suivantes :

- Elle sera mutualisée à mi-temps pour la coopération régionale,
- Elle est recrutée et équipée des matériels nécessaires à son activité par le CDG 59,
- Le chef de filât de l’attractivité pour la coopération régionale est assuré par le Président du CDG 59,
- L’instance de validation technique est le comité des DGS des CDG des Hauts de France,
- L’instance de validation politique est la Conférence des Présidents des CDG des Hauts de France,
- L’autorité hiérarchique est assurée par la DGS du CDG 59,
- La rémunération opérée par le CDG 59 fera l’objet d’un remboursement au prorata des effectifs retenus au Compte administratif 2023 de chaque CDG de la région et en fonction du temps de travail consacré à la coopération régionale. Sur une durée de six mois, la rémunération sera ainsi prise en charge comme suit :

CDG	effectifs	Quote part 1 an temps plein	Quote part 6 mois Temps plein	Quote part 6 mois 50%
80	5700	4291	2 145,50	1 072.75
02	6040	4547	2 273,50	1 136.75
60	8403	6326	3 163	1 581.50
62	20273	15262	7 631	3 815.50
59	26000	19573	9 786,50	4 893.25

Article 5 : Modifications de la convention

Toutes les dispositions de la convention initiale demeurent applicables, à l’exception des articles expressément modifiés par le présent avenant.

